L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 29 numéro 37, 26 septembre 2014

École Boréale : l'art, la langue et les enfants
Page 3

Le 67e congrès de l'Acelf : franco-gênés, vous dites?
Page 5

Park(ing) Day à Yellowknife. En plus d'offrir gratuitement des beignes aux passants, Emily, dans son canot de ville, emmène en balade Réal et Morrys. (Denis Lord)

Immigration

Abolition du programme Avantage significatif francophone

Le plus gros bâton dans les roues qu'on pouvait nous mettre -Nicolas Carrière

La Presse Canadienne et Denis Lord

La fermeture le 30 septembre prochain du seul programme qu'offrait Citoyenneté et Immigration Canada pour favoriser l'immigration francophone hors du Québec a jeté la consternation dans la francophonie.

« Ça nous laisse sous le choc. C'est le plus gros bâton qu'on pouvait mettre dans les roues de notre bicycle, déclare de manière imagée le coordonnateur de l'immigration francophone à la Fédération franco-ténoise (FFT), Nicolas Carrière. »

Le président de la FFT, Richard Létourneau, a tenu des propos analogues. « L'abolition de ce programme, a déclaré Richard Létourneau vient frapper de plein fouet les efforts de la communauté franco-ténoise en ce qui concerne l'attraction, l'intégration et la rétention de travailleurs qualifiés d'expression française. Le Gouvernement du Canada a l'obligation de promouvoir la dualité linguistique et la décision rendue va à l'encontre de cette responsabilité ». La FFT a l'intention de déposer une plainte au commissaire aux langues officielles du Canada en plus de faire parvenir une lettre au député des Territoires du Nord-Ouest, Dennis Bevington.

Voie d'accélération

Le programme Avantage significatif francophone était utilisé pour aller chercher des travailleurs francophones temporaires de l'extérieur en l'absence de main d'œuvre locale. « Habituellement explique Nicolas Carrière, un employeur devait faire une Étude d'impact sur le marché du travail (EIMT) prouvant que l'emploi d'une personne étrangère ne se fera pas au détriment d'un travailleur canadien. Mais avec Avantage, l'employeur n'avait pas besoin de l'EIMT pour embaucher un travailleur francophone, ce qui accélérait considérablement le processus, à tel point que même des employeurs anglophones l'ont utilisé. »

Depuis environ six mois, le coordonnateur de l'immigration francophone a rencontré quatre ou cinq personnes qui sont venues travailler aux Territoires du Nord-Ouest ou envisagent de le faire grâce au programme Avantage significatif francophone. Selon des statistiques fournies par la Fédération des communautés francophones et acadiennes, quelque 500 candidats francophones ont bénéficié de l'Avantage significatif francophone au cours de la dernière année, dans l'ensemble du pays. Au Manitoba, une quinzaine de travailleurs temporaires francophones sont déjà devenus des résidents permanents ou sont en voie de le devenir.

Les gens dont le dossier sera ouvert avant la date d'abolition du programme, explique-t-il, pourront éventuellement en profiter. Mais sa disparition à brève échéance peut causer des maux de tête.

Immigration
Suite en page 2

Immigration

Suite de la une

Pour être dans les temps par exemple, une personne qui devait faire mener par la GRC une enquête sur son passé, gratuitement, devra plutôt faire affaire avec une entreprise privée et lui verser de l'argent.

Décision unilatérale

La décision du gouvernement de mettre un terme à Avantage significatif francophone a pris tout le monde par surprise relate Nicolas Carrière. « Peu avant cette annonce, le ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, Chris Alexander, avait réitéré son appui à la communauté francophone et la nécessité de maintenir des programmes comme Avantage pour stimuler la vitalité de la francophonie hors Québec. »

Plusieurs indices portent à croire que cette décision émane du bureau du premier ministre, ce qu'a fermement nié l'attaché de presse du ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, Kevin Ménard. « Le programme Avantage significatif francophone, a-t-il écrit à *L'Aquilon*, a été aboli par Citoyenneté et Immigration à la suite d'une évaluation de tous nos programmes. » Le ministre Chris Alexander a fait savoir que le programme a été fermé « afin de s'assurer que les Canadiens soient les premiers considérés pour les emplois disponibles (...) et pour contrer toute forme d'abus ».

N'empêche que la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) déplore que le programme ait été éliminé sans consultations avec les communautés francophones en situation minoritaire du pays. La présidente de la Fédération, Marie-France Kenny, a signifié son intention de déposer une plainte au commissaire aux langues officielles du Canada.

Des programmes alternatifs?

Le ministre de Citoyenneté et Immigration Chris Alexander a souligné que le gouvernement maintenait son engagement envers les communautés francophones. Dans les prochaines semaines, a-t-il fait, nous allons consulter toutes les communautés francophones du pays pour développer de nouveaux outils afin de promouvoir l'immigration francophone. Son attaché de presse Kevin Menard ne pouvait en dire plus sur les lieux et dates de consultation.

Le ministre fait aussi valoir que le programme Entrée Express, qui sera lancé en janvier prochain, sera un excellent outil pour attirer les immigrants francophones; au ministère cependant, on a été incapable de nous assurer qu'Entrée Express comporterait un volet spécifiquement francophone. « Ce sera un programme pour les immigrants permanents, nuance Nicolas Carrière, de la FFT, et il y a longtemps que ce programme était annoncé. Le ministre a dit qu'il comporterait une mesure spécifique pour les francophones mais on ne sait pas si ce sera vraiment adapté. »

Le coordonnateur de l'immigration francophone à la Fédération franco-ténoise Nicolas Carrière appuie les revendications de la FCFA tout en demandant au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest de l'aider à combler le retrait du Fédéral.

Quoi qu'il en soit, le coordonnateur de l'immigration francophone à la Fédération FFT n'a pas l'intention d'attendre après les nouvelles mesures du gouvernement fédéral pour renforcer la vitalité de la communauté franco-ténoise. « Nous allons, dit-il, rencontrer des représentants du gouvernement des TNO dans les prochaines semaines. Nous espérons qu'il nous aidera à combler le manque. »

Autres réactions en page 10

Get Active

Subventions de *TNO en forme* maintenant disponibles!

Présentez une demande de subvention pour aider votre organisme communautaire à organiser trois événements autour d'activités physiques.

Les événements doivent être gratuits et ouverts au public. Présentez une demande pour trois événements destinés aux aînés et recevez 1 000 $. Présentez une demande pour trois événements autour d'activités physiques et recevez 750 $. La marche nordique, les jeux dénés, le thé des aînés et le ski de fond étaient au programme des événements passés.

La date limite pour les demandes de subvention en ligne au **www.nwtrpa.org** est fixée au **16 octobre 2014**; composez le **867-669-8376** pour en savoir plus.

FIRST AIR The Airline of the North

Choose — A Program of the Northwest Territories

Recreation for Life!

nwtrpa.org

NWT RECREATION & PARKS ASSOCIATION

Échos de la taïga

CIVR 103,5 FM

En collaboration avec Radio Taïga

Urbanisme

La ville de Yellowknife a commencé l'installation de nouveaux parcomètres au centre-ville à côté des lieux d'affaires. Dans certains cas, les citoyens demeurant près de ces lieux peuvent être admissibles à des permis de stationnement. Des parcomètres pour 9 heures de stationnement seront progressivement installés en 2014 et 2015.

Ressources naturelles

Plus de 100 000 $ sont désormais disponibles en subventions pour les trappeurs au programme Grubstake du gouvernement territorial. Avec ce programme, les trappeurs peuvent recevoir 100 $ pour 20 peaux et un maximum de 2 000 $ pour 400 peaux. Ce programme fait partie du Programme de fourrure de la vallée du Mackenzie, dont le but est d'appuyer l'accès des trappeurs ténois aux marchés étrangers et de les aider à maximiser leur retour sur investissement.

Gouvernance

La semaine dernière a eu lieu à Yellowknife la première rencontre du Conseil intergouvernemental des TNO. Y assistaient des leaders et des représentants du gouvernement des Territoires, de la Corporation régionale inuvialuite, du Secrétariat du Sahtu, de la Nation des Métis des TNO ainsi que des Premières Nations de Salt First River et Denínu Kų. Ce conseil a été établi dans le cadre de l'Entente intergouvernementale des Territoires du Nord-Ouest sur la gestion des terres et des ressources. La rencontre à Yellowknife avait pour but de déterminer les priorités pour l'année à venir, par exemple les lois à réviser, et à fixer l'ordre du jour des prochaines rencontres.

Nomination

Le ministre de la Justice David Ramsay a annoncé la nomination, le 18 septembre dernier, de Christine Gagnon comme juge en chef de la Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest. Son mandat commencera le 2 octobre prochain alors que celui de Robert Gorin arrivera à terme.

Musique

La chanteuse inuite Tanya Tagaq a remporté le prix Polaris dimanche soir à Toronto avec son album *Animism*. Le prix couronne le meilleur album toutes catégories confondues et est accompagné d'une bourse de 30 000 $. Tanya Tagaq, originaire de Cambridge Bay au Nunavut, était en compétition avec de grands noms de la scène musicale canadienne comme Arcade Fire, Drake et Timber Timber.

Alphabétisation

Les récipiendaires des Prix d'alphabétisation du Conseil de la fédération et des Prix ministériels d'alphabétisation ont été dévoilés le 24 septembre dernier. Il s'agit de Micheline Ricard (Prix de l'éducateur); Julie White (Prix de l'apprenant adulte); Mark Salvor (Prix du facilitateur à l'alphabétisation); Helen Balanoff (individu ou groupe s'étant dévoué à la promotion de l'alphabétisation et à des initiatives la concernant); le Tuktoyaktuk Community Learning Centre (organisations ayant préconisé l'alphabétisation et ayant amélioré son niveau dans sa collectivité); l'école Deninu de Fort Resolution (jeunes apprenants de 16 à 25 ayant démontré un engagement exceptionnel dans le développement de leur propre alphabétisation et ayant agi comme modèles).

École Boréale

L'art, la langue et les enfants

L'art aide les élèves à développer leur expression orale

Denis Lord

Avec Véronique Thiffault, l'École Boréale de Hay River a la chance d'accueillir dans son personnel une enseignante expérimentée, polyvalente et créative.

La nouvelle monitrice de langue et enseignante d'arts plastiques a eu plusieurs vies, auxquelles correspondent peut-être ses multiples noms. Celle que ses élèves appellent Madame Vé est aussi Véronique Thiffault, mais encore Véronique Tifo, une peintre à qui on doit plusieurs expositions collectives et solos, et qui s'est intéressée à la symbolique et à l'inconscient collectif.

Exténuée par la *vie* montréalaise, Véronique a tout vendu, tout quitté pour vivre quelque chose de neuf, elle pensait même abandonner sa pratique artistique. Mais ce n'est pas sans bagages qu'elle est arrivée ici, puisqu'elle a enseigné durant 20 ans aux enfants, mais aussi à l'université, créant même en 2005 sa propre école de peinture actuelle, Ŭtĕrum.

Si c'est d'abord en tant que monitrice de français qu'elle est venue à Hay River, les cadres de Boréale n'ont pas manqué de mettre à profit les autres aptitudes de Véronique, des champs de compétences qui, finalement, ne sont pas si cloisonnés. « L'art, note-t-elle, aide aussi les élèves développer leur expression orale. J'ai un élève qui avait de la misère à s'exprimer en français, mais maintenant, dès qu'il est devant ses dessins et parle d'art, son français devient plus fluide. »

Véronique Thiffault -alias Madame Vé- au milieu de la classe de 5e et 6e année. Au menu: art et expression théâtrale. (Véronique Thiffault)

Pédagogie

Comme monitrice de langue, Madame Vé essaie dans la mesure du possible de troquer le didactique pour le ludique et met l'accent sur l'oralité. Elle utilise beaucoup le théâtre et l'improvisation, le dialogue et le jeu. Elle fait par exemple parler les élèves de choses personnelles, de leur communauté; elle leur demande de définir un objet comme si c'était une personne. Les exercices vont du très basique au plus compliqué, selon le niveau. « Je suis vraiment contente du fonctionnement des choses à l'école, résume Véronique Thiffault. Je suis en amour avec les enfants et en maternelle, je les ai vus évoluer en trois semaines. Ça va très vite. »

Véronique Thiffault a soif de découvertes. Elle connaît pas mal tout déjà des friperies, des sentiers et des groupes Facebook de Hay River, elle essaie de connaître les anglophones, pour ne pas rester cloîtrée, et attend le pont de glace pour rencontrer les communautés autochtones, un des points d'ancrage de son intérêt pour le Nord.

Conseil de développement économique

Jean-François Pitre élu président

Le centre d'emploi, un atout majeur du CDÉTNO

Denis Lord

Propriétaire de la firme de sonorisation et d'enregistrement et engagé dans de nombreux conseils d'administration d'organismes franco-ténois, Jean-François Pitre a été élu par acclamation président du Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO) lors de l'assemblée générale annuelle de l'organisme, le 18 septembre dernier.

Jean-François Pitre succède à Robert Galipeau, qui n'était plus admissible à faire partie du conseil d'administration du CDÉTNO puisque son entreprise a quitté les Territoires du Nord-Ouest pour la Colombie-Britannique. « Mon travail m'a permis de connaître une organisation moderne, a dit Robert Galipeau, en guise d'adieu. L'équipe est compétente et dévouée, elle saura faire place aux défis futurs, dont la diversification des sources de financement. » L'homme d'affaires s'est déclaré fier du taux de renouvellement de l'adhésion et de la gestion du Carrefour carrières.

Le nouveau président du CDÉTNO sera assisté, au conseil d'administration, de Stéphane Sévigny et d'Alain Chiasson, à qui il reste encore un an de mandat, et de Frédéric Deschênes et Didier Bourgois, qui ont été élus pour deux ans à l'assemblée, au détriment de Marie-Claude Michaud.

La directrice générale de l'organisme, Anne-Christine Boudreau, a fait le bilan des activités et initiatives accomplies dans l'année écoulée.

Rétrospective et perspective

Lors de l'assemblée, la directrice générale du CDÉTNO, Anne-Christine Boudreau, et son équipe ont fait un bilan des activités de l'année écoulée, activités nombreuses et diversifiées pour stimuler l'entreprenariat, attirer et développer la main-d'œuvre. Si la part la plus spectaculaire de cette mission a été la venue à Yellowknife de l'émission *La petite séduction*, l'équipe du CDÉTNO s'est signalée par ses initiatives et ses multiples partenariats.

Le comptable Pierre Bergeron a fait état des comptes de l'organisation. Le total des passifs et des actifs nets du Conseil de développement économique est de 187 082 $, les charges totales de 55 688 $ et le total des revenus de 938 928 $. « Les résultats sont extrêmement positifs, a-t-il déclaré. C'est clair que le centre d'emploi renforce les reins du CDÉTNO. »

On devrait en savoir plus au cours des prochaines semaines sur les activités à venir du CDÉTNO. En attendant, l'agente en recrutement, immigration et employabilité, Audrey Marceau, sera à Inuvik les 2 et 3 octobre pour rencontrer les employeurs. Une autre rencontre du même type, mais en novembre, est à confirmer pour Hay River. Plusieurs événements sont prévus pour la Semaine des PME (du 20 au 25 avril). Le 21, il y aura *Les médias sociaux, est-ce pour mon entreprise?*, un atelier destiné aux employeurs qui veulent utiliser le recrutement en ligne. Le Café emploi du 22 octobre sera suivi, le 24, d'une Journée carrière. En novembre, le CÉTNO sera présent aux foires d'emploi Destination Canada à Bruxelles et à Paris.

Hay River - Inuvik - Fort Smith - Fort Simpson - Hay River - Inuvik - Fort Smith - Fort Simpson -

Recherche de pigistes

L'Aquilon et Radio Taïga sont à la recherche de pigistes en région pour leur service de nouvelles. Si l'idée de réaliser des reportages vous intéresse, contactez-nous.

Une formation est disponible sur demande.
(867) 873-6603
ou direction.aquilon@northwestel.net

Éditorial

La résistance est futile

Alain Bessette

Une députée fédérale néo-démocrate a dû retirer des réseaux sociaux une campagne de sociofinancement fort inusitée. Elle offrait notamment de mentionner votre nom à la Chambre des communes pour un certain montant de don.

Cette campagne de financement n'aura duré que quelques heures, se terminant dès que les médias ont ébruité la chose.

C'est quoi le problème?

Cette approche de sociofinancement est très populiste. Pensez à toutes les stations de radio qui offrent la possibilité de souhaiter des vœux en ondes à des parents ou des amis. Il s'agit souvent des émissions qui ont les meilleures cotes d'écoute. Au lieu de stations de radio à la remorque des industries culturelles, les gens ont pendant quelques minutes la chance d'avoir une radio qui les écoute et qui leur ressemble.

Regardons les autres méthodes de financement plus classiques.

Une rencontre dans une salle de réunion aseptisée. Autour de la table, des magnats du pétrole et un aspirant politicien discutent. Des millions de dollars en financement en provenance des propriétaires et des employés de ces compagnies et toutes les restrictions réglementaires nous protégeant de la fracturation hydraulique seront levées.

Une rencontre dans un saloon aux lumières tamisées. Autour de la table, un entrepreneur en construction de béton et un aspirant politicien discutent. Quelques milliers vers le parti, quelques autres vers un compte caché et les contrats suivront l'élection.

Un souper-bénéfice à 1 000 $ du couvert. Ça ramasse pas mal d'argent pour le parti, mais ce ne sont pas monsieur et madame Tout-le-Monde qui se retrouvent à avoir l'oreille attentive des aspirants politiciens présents.

Depuis des années, les groupes d'intérêts privés financent les partis politiques souvent à l'insu des regards. Et les tractations qui en découlent ne sont pas souvent à l'avantage des citoyens ordinaires. Et est-ce qu'on se demande vraiment pourquoi le gouvernement a soudainement autorisé l'exploration sous-marine au large de l'île de Baffin alors que toutes les collectivités riveraines s'y opposaient?

Je répète la question : c'est quoi le problème de donner la chance à monsieur et madame Tout-le-Monde d'entendre leur nom prononcé à la Chambre de communes? Est-ce pire que les autres pratiques de financement?

Malheureusement, la députée a dû faire marche arrière, sa résistance aux habitudes traditionnelles de financement ayant été futile.

Voyons Beaulieu, Beaulieu, Gérald Beaulieu, 48e rue… Y a ben des Beaulieu aux TNO! (Photo : Denis Lord)

L'aquilon

C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-6663
Hay River : 77A Woodland Drive, Hay River (TNO)
Tél. : (867) 875-8808
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Denis Lord
Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 750 exemplaires. L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

on passe le mot APF Association de la presse francophone

Fondation Donalden Frémont

Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486

Je m'abonne!

	1 an	2 ans
Individus :	35 $ ☐	60 $ ☐
Institutions :	45 $ ☐	80 $ ☐

TPS incluse

Votre abonnement sera enregistré à la réception du paiement.

Nom : _____

Adresse : _____

_____

_____

Adressez votre paiement au nom de L'Aquilon :
C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4

Le 67e congrès de l'Acelf

Franco-gênés, vous dites?

Quelque 500 Acadiens et francophones sont Halifax (NÉ), les 25, 26 et 27 septembre pour le 67e congrès annuel de l'Association canadienne d'éducation de langue française (Acelf). Voici la consigne qu'on leur a donnée : apportez vos accents mais, de grâce, laissez vos insécurités linguistiques à la porte!

Lucien Chaput (*Francopresse)*

Organisé en partenariat avec l'Acelf par le Conseil scolaire acadien provincial (CSAP) et le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (NÉ), le congrès se déroule sous le thème « Ensemble, mettons l'accent sur nos communautés ».

François Rouleau, directeur régional de la CSAP et président du comité de la thématique, explique : « La richesse de notre francophonie passe par la beauté de nos accents. Mais il arrive qu'ils soient menacés par l'insécurité linguistique vécue dans nos communautés. On a voulu que ce congrès soit l'occasion de découvrir des pratiques novatrices qui permettront à nos jeunes de célébrer leur identité acadienne et francophone pour cheminer vers une sécurité linguistique. »

Pour qui œuvre en éducation en français en milieu minoritaire, l'insécurité linguistique n'est pas un concept nouveau. Ingrid Lévesque, l'une des 20 conférencières et conférenciers invités du congrès, donne des précisions.

« Il y a l'insécurité formelle, c'est-à-dire le fait de croire que je ne parle pas bien ma langue. Il y a aussi l'insécurité qui est liée au statut de la langue. Je ne veux pas parler ma langue parce que, comparativement à une autre, elle n'est pas très bien vue. On trouve qu'elle ne vaut pas la peine d'être parlée. »

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les jeunes souffrent d'insécurité linguistique, indique la conseillère pédagogique en français du CSAP. « Un des facteurs provient de l'école. On y enseigne le français standard et on le valorise. On n'est pas en train de dire aux élèves qu'ils ne parlent pas bien. Mais le fait de valoriser seulement le français standard – le message caché qui ne doit pas être là et qui est souvent entendu par les élèves –, c'est que leur français, parce qu'on ne lui donne aucune place à l'école, n'est pas un bon français. »

La conférencière Judith Patouma est professeure à l'Université Sainte-Anne (NÉ). Sa présentation est intitulée « Enseignant, qui es-tu? Enseignant, quelle langue parles-tu? » La didacticienne des langues et sociolinguiste soutient que la langue, c'est beaucoup plus complexe qu'on n'aimerait le croire.

« Quand on parle d'une langue, on parle aussi d'une culture. Pour qu'une personne puisse s'exprimer à son aise, il faut créer des situations de communication sécurisantes. Cela va de pair avec la compréhension de la culture de l'autre. La culture, pour les sociolinguistes, passe par la langue et les mots que nous allons choisir. Donc les mots ne sont pas innocents.

« Ici à l'Université, nous formons des enseignants qui sont de la Nouvelle-Écosse, mais aussi de l'extérieur. Dans le cas d'un enseignant venant de l'extérieur du Canada, il amène avec lui un vocabulaire utilisé de manière beaucoup plus spécifique dans son pays d'origine. Rendu ici, ce vocabulaire ou lexique pourrait être recontextualisé, parce que les mots ne veulent pas toujours dire la même chose.

« Aujourd'hui, on s'ouvre de tellement de manières à l'international qu'il faut, en tant qu'enseignant, prendre en compte cette dynamique. Nous ne sommes pas nécessairement de la même culture que nos élèves, donc il faut être conscients de ces différences. »

Tous sont d'avis que le milieu scolaire ne peut pas tout faire, tout seul. « Le premier mot du thème est "ensemble", rappelle François Rouleau. C'est important parce qu'on croit que l'éducation de nos jeunes, c'est l'affaire de toute une communauté. »

Évaluation de Judith Patouma : « Plus la communauté est en contact avec les diversités culturelles, mieux ce sera autant pour l'enseignant que pour l'élève dans sa salle de classe. On se dirige vers une plus grande intercompréhension culturelle et je pense que c'est nécessaire pour l'élève, pour l'enseignant et pour la communauté d'être sensibles à cela. »

« Comme parent, ajoute Ingrid Lévesque, plus on met nos enfants en contact avec la langue française, plus l'élève développera un sens d'appartenance à cette langue. Il se sentira plus compétent parce qu'il va se développer une banque de référents francophones. Alors veux, veux pas, il va se sentir plus en confiance avec la langue. »

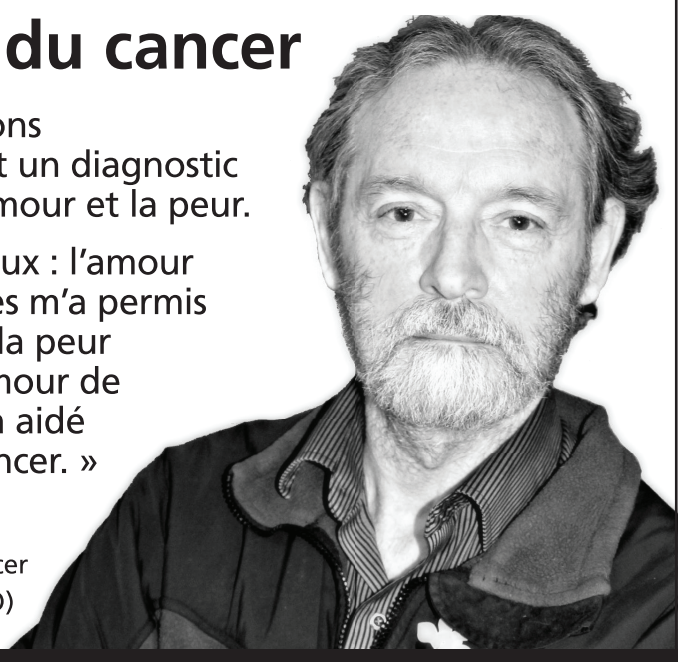
Judith Patouma est professeure à l'Université Sainte-Anne. (Photo : Judith Patouma)

Parlons du cancer

« Deux émotions accompagnent un diagnostic de cancer : l'amour et la peur.

J'ai été chanceux : l'amour de mes proches m'a permis de surmonter la peur du cancer. L'amour de ma famille m'a aidé à guérir du cancer. »

Patrick Scott
Survivant du cancer
Yellowknife (TNO)



Septembre est le mois de la sensibilisation à la santé et au cancer chez les hommes.

Un mode de vie sain et le dépistage peuvent vous aider à réduire vos risques de développer un cancer.

Les hommes de 50 ans et plus devraient consulter leur fournisseur de soins de santé s'ils ont des signes, des symptômes ou des antécédents familiaux de cancer.

Pour de plus amples renseignements sur le cancer, parlez à votre fournisseur de soins de santé ou consultez le www.cancer.ca.

Territoires du Nord-Ouest

Septembre 2014

COURRIER DU LECTEUR

aquilon@internorth.com

Le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation a demandé aux élèves des écoles secondaires des TNO :

Quelle est ton idée d'une école géniale?

(Voici trois de leurs réponses dans leurs propres mots.)

des profs accessibles

Nous enseignes des choses qui seront réellement utiles dans la vie, ou dans nos études postsecondaires

Les règlements sont nécessaires mais les élèves ont besoin de se sentir respectés pas contrôlés.

Nous demandons à tous les Ténois de réfléchir aux changements que nous pourrions apporter à notre système scolaire pour améliorer la réussite des élèves.

Participez à la discussion sur Facebook : NWT Education Renewal

Pour en savoir plus, consultez le : http://www.ece.gov.nt.ca/fr ou courriel à : nwtedrenewal@gov.nt.ca

Territoires du Nord-Ouest Éducation, Culture et Formation

La francophonie au Musée des droits

Cent histoires pour lancer la conversation

En présentant dans ses galeries la francophonie canadienne, avec ses luttes et ses victoires, le Musée canadien pour les droits de la personne (MCDP) invite le public au dialogue.

***Daniel Bahuaud** (La Liberté)*

Le MCDP, qui ouvrira ses portes au public le 20 septembre prochain, à Winnipeg, promet d'offrir un éventail complet de perspectives sur la francophonie et le rôle des francophones dans l'affirmation et la revendication des droits de tous genres.

« La francophonie est présente partout dans le Musée, dans toutes nos galeries, lance la gestionnaire de la recherche et de la conservation, Jodi Giesbrecht. Et parfois là où de nombreuses personnes ne s'y attendraient pas. À titre d'exemple, en traitant de la voix des Autochtones, on pourra lire un texte composé par la poète francophone, Joséphine Bacon, qui place l'accent sur le lien entre les Innus et la terre du Labrador.

« Trois clips interactifs racontent l'histoire de Josephine Bacon et de l'activisme de la poète pour défendre sa culture, sa terre et sa langue, précise-t-elle. On pourra donc constater que lorsqu'un francophone parle d'identité, de culture et de langue, il partage les mêmes préoccupations que les Autochtones. »

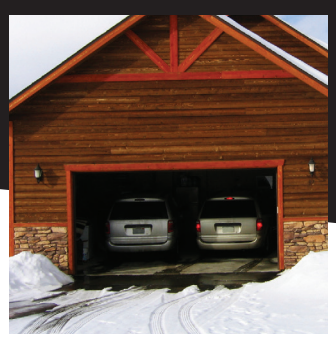
Il en est de même pour la condition féminine, et encore des droits des travailleurs, puisque le MCDP relate l'histoire de la Marche du pain et des roses, menée au Québec en 1995 par la féministe Françoise David ainsi que la grève de l'amiante de 1949 au Québec. Une place importante est accordée aux luttes des différentes communautés francophones pour la protection de leur identité et de leurs droits linguistiques.

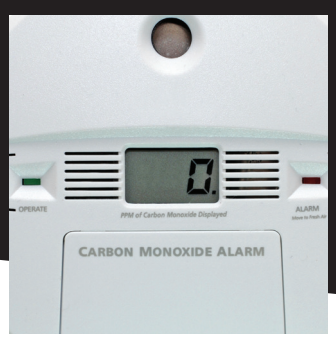
Professeur de sciences politiques au Campus Saint-Jean d'Edmonton, témoin principal dans le cas Caron qui remet en question le statut unilingue anglais de l'Alberta, Edmund Aunger se réjouit que le MCDP n'ait pas mis de côté les luttes des communautés de langues minoritaires.

« On apprend grâce aux exemples. Le Musée souligne le travail du Franco-Ontarien, John Joanisse, pour maintenir les services médicaux en français dans l'est de l'Ontario. Le cas de l'Hôpital Monfort, hôpital francophone en Ontario qui a presque été fermé par le gouvernement provincial est élucidé.

La sénatrice franco-manitobaine Maria Chaput voit le contenu francophone du MCDP d'un même œil, se réjouissant que la galerie *Le parcours du Canada* raconte plus de 100 différentes histoires sur les droits de la personne.

UN TUEUR DANS L'AIR...





Protégez-vous et votre famille du monoxyde de carbone.

L'achat et l'installation d'un détecteur de monoxyde de carbone et de fumée est un moyen simple et efficace de garantir la sécurité de votre famille, vos amis et vos animaux domestiques.

Pour de plus amples renseignements sur le monoxyde de carbone et ses dangers, consultez le ***www.maca.gov.nt.ca.***

Pour de plus amples renseignements sur les dangers du monoxyde de carbone ou sur les précautions à prendre contre les incendies, communiquez avec le service d'incendie le plus près de chez vous ou avec le Bureau du commissaire des incendies de votre région à l'un des numéros suivants :

Région du Slave Nord : 1-867-920-8081
Région du Slave Sud : 1-867-872-6535
Région d'Inuvik : 1-867-777-7297
Région du Sahtu : 1-867-587-7115
Région du Dehcho : 1-867-695-7230

www.maca.gov.nt.ca
SOYEZ PRÊT!

Territoires du Nord-Ouest Affaires municipales et communautaires

Sport scolaire à Hay River

Un tournoi en pleine croissance

Les applaudissements et les cris d'encouragement ont retenti le week-end du 19 au 21 septembre à Hay River, lors du tournoi annuel extérieur de soccer des Elks.

Véronique Thiffault

Des équipes scolaires provenant de partout aux Territoires du Nord-Ouest ont fait le voyage pour jouer au soccer toute la fin de semaine et tenter de remporter le tournoi! Chaque année, c'est un rendez-vous sportif très apprécié des jeunes, tant du niveau élémentaire que secondaire.

Cette année, la catégorie senior s'est d'ailleurs démarquée par un niveau de participation très élevé. « On ne compte pas moins de sept équipes féminines et neuf équipes masculines seniors en compétition cette année, il y a beaucoup de nouvelles équipes et cela nous réjouit », a commenté André Chabot, l'entraîneur de l'équipe féminine senior Boréale/Diamond Jenness. Très fier de son équipe, qui se classe finalement en bonne cinquième place, il résume l'expérience : « C'est un très bon week-end, les équipes sont bonnes et ont beaucoup de plaisir. Les jeunes apprennent énormément sur le terrain. »

La collectivité aussi s'est mobilisée pour encourager activement leurs jeunes sur les trois terrains où se disputaient simultanément plusieurs parties, du 19 au 21 septembre cette année. D'ailleurs, les écoles de Hay River ont hébergé à bras ouverts les sportifs en visite.

Commencé sous la pluie vendredi, c'est sous un soleil de plomb que le tournoi se concluait dimanche, avec en compétition finale, les deux excellentes équipes de l'école secondaire Sir John Franklin de Yellowknife. Parrainé par la NWT School Athletic Federation, ce tournoi annuel est aussi rendu possible grâce au soutien du club Elk's de Hay River, la Mackenzie Rec Association et la NWT Soccer Association.

L'engouement pour les sports d'équipe est reconnu chez les jeunes aux TNO, il n'y a pas de doute que ce tournoi extérieur qui s'achève est une partie remise à l'automne prochain. « Les sports pratiqués dans nos écoles suivent les saisons », a conclu l'entraîneur et enseignant de l'école Boréale André Chabot, « ce sera maintenant au tour du volleyball d'amener les jeunes à s'impliquer dans un sport d'équipe dans les prochaines semaines. »

C'est sous d'heureuses camaraderies que les jeunes quittaient les terrains en fin de journée dimanche, triomphants de leur participation au succès de cet événement sportif extérieur, qui souligne aussi un peu, l'échéance de la chaude saison.

À gauche, l'entraîneur André Chabot, fier de son équipe senior féminine gagnante et récipiendaire dune cinquième place au tournoi.

L'équipe junior (5-6) de l'école Boréale aura démontré un bel esprit d'équipe samedi !

Le Club de **Bicolo**

Dinosaures

1 MOT **MYSTÈRE**

Trouve les mots suivants dans la grille et encercle-les. Les lettres restantes formeront la réponse.

- ❑ ALBERTA
- ❑ CRÂNES
- ❑ DENT
- ❑ EMPREINTES
- ❑ EXTINCTION
- ❑ FOSSILES
- ❑ GRIFFES
- ❑ HADROSAURE
- ❑ LÉZARDS
- ❑ MAMMIFÈRE
- ❑ NIDS
- ❑ PIQUANT
- ❑ SQUELETTES
- ❑ STYRACOSAURE
- ❑ TRACES
- ❑ TRICÉRATOPS
- ❑ TYRANNOSAURE

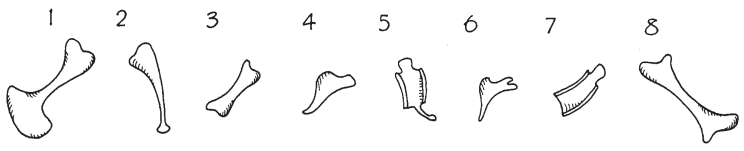
A	N	O	I	T	C	N	I	T	X	E	S
L	E	Z	A	R	D	S	S	Y	H	T	T
A	L	B	N	I	D	S	E	R	A	N	Y
L	E	R	T	C	O	M	T	A	D	E	R
B	S	S	A	E	S	A	N	N	R	D	A
E	E	U	T	R	E	M	I	N	O	P	C
R	L	C	R	A	F	M	E	O	S	I	O
T	I	R	A	T	F	I	R	S	A	Q	S
A	S	A	C	O	I	F	P	A	U	U	A
R	S	N	E	P	R	E	M	U	R	A	U
U	O	E	S	S	G	R	E	R	E	N	R
S	F	S	S	Q	U	E	L	E	T	T	E

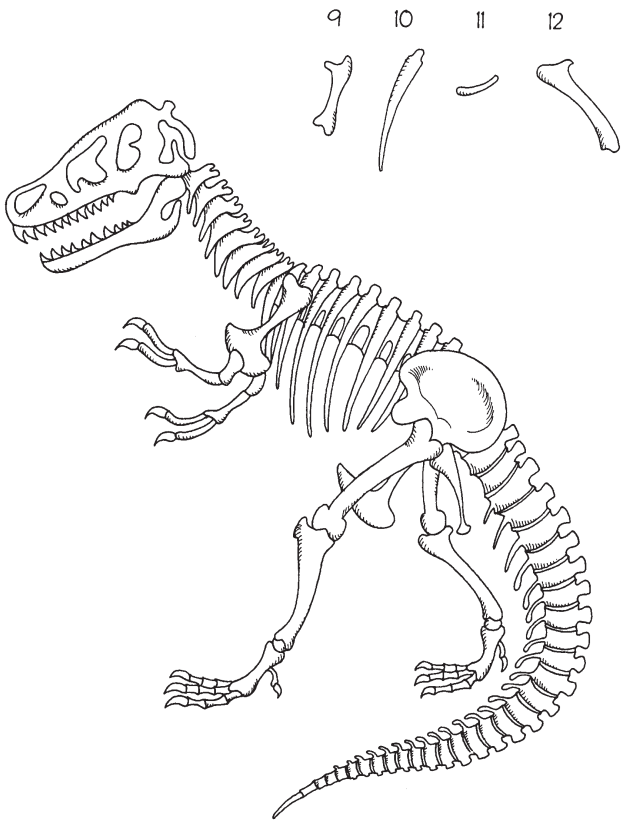
Dinosaure trouvé en Alberta.

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _.

2 LE DINOSAURE **DÉSOSSÉ**

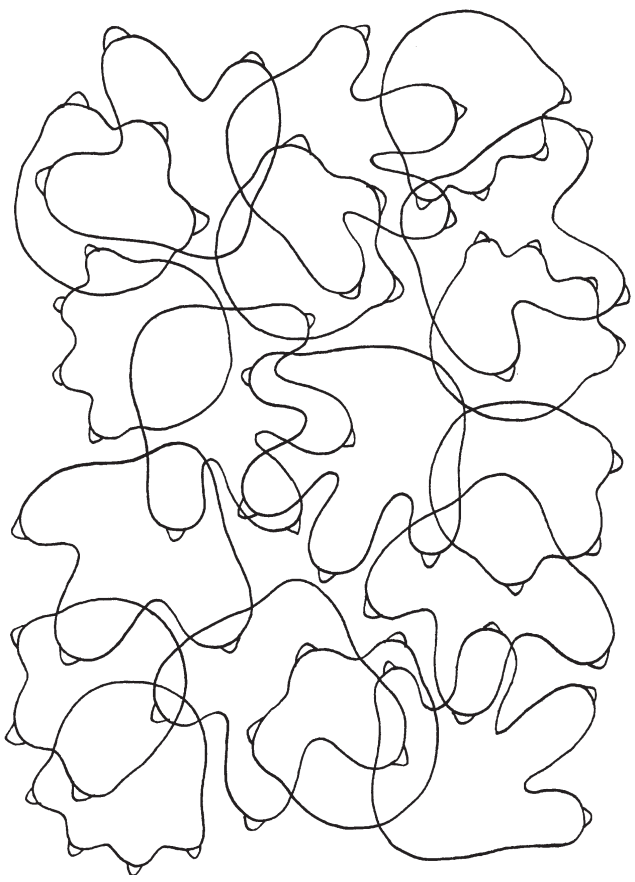
Lesquels de ces os n'ont pas servi à reconstituer le squelette de ce dinosaure?





3 SUR LA PISTE **DES DINOSAURES**

Combien y a-t-il de traces de dinosaures sur ce sentier pétrifié?



SOLUTIONS

1. Albertosaurus.
2. Les os 4, 8 et 9 n'ont pas servi à reconstituer le squelette.
3. Il y a 18 traces.

CRTC

Les dirigeants de Radio-Canada plaident pour un abonnement payant

Par Mélanie Marquis
LA PRESSE CANADIENNE

GATINEAU - Les Canadiens sont prêts à payer pour avoir accès à la programmation de CBC/Radio-Canada, même s'ils sont nombreux à considérer cela comme un droit acquis, selon la société d'État.

Les dirigeants du radiodiffuseur public ont plaidé vendredi devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) que « 95 pour cent des Canadiens ont fini par prendre conscience » que la télévision n'est pas un service gratuit.

« Les Canadiens sont rendus là », a résumé le vice-président des technologies et des affaires réglementaires de la société d'État, Steven Guiton.

« Il y a toujours un groupe (au sein de la population) qui croit que la gratuité devrait demeurer, et je ne les critique pas. Mais ce n'est pas gratuit. Ça coûte de l'argent », a-t-il poursuivi.

Les cadres de CBC/Radio-Canada ont martelé que le modèle d'affaires de la télévision traditionnelle n'était plus viable et qu'il devait être réformé en profondeur.

En effet, ce modèle est de moins en moins rentable pour les télévisions généralistes au pays, qui ne perçoivent aucun montant des factures de câblodistribution payées par les consommateurs, ont argué les dirigeants lors des audiences du CRTC.

« Il y a quelque chose qui ne fonctionne plus. Nous, on dit qu'on veut simplement que les généralistes canadiennes se fassent payer pour le contenu qu'elles créent et qu'elles vous livrent à la maison », a exposé le président et chef de la direction de CBC/Radio-Canada, Hubert Lacroix.

La société d'État est également d'avis que les nouveaux joueurs de l'industrie, comme le fournisseur de services de vidéo en ligne Netflix, devraient contribuer financièrement au système canadien au même titre que tous les autres acteurs de l'industrie.

Le gouvernement conservateur a déjà indiqué lundi, par la bouche de la ministre du Patrimoine Shelly Glover, qu'il n'avait aucunement l'intention de réglementer ou de taxer ces fournisseurs Internet - une intervention gouvernementale aussitôt qualifiée d'« indécente » par le Nouveau Parti démocratique (NPD).

« On a vu la déclaration de la ministre, et vous avez vu, on a reçu quand même des questions du président (du CRTC) sur la proposition qu'on faisait », s'est contenté de déclarer M. Lacroix.

CBC/Radio-Canada a également mis de l'avant vendredi l'idée de créer un fonds pour soutenir la production de nouvelles locales, un service auquel les Canadiens sont attachés, d'après la société d'État.

Malgré l'insistance des commissaires de l'organisme, puis des journalistes, les dirigeants de CBC/Radio-Canada n'ont pas voulu préciser combien les consommateurs pourraient avoir à débourser pour un abonnement.

« J'ignore ce que ça va être. Deux sous, un dollar? Je ne le sais pas, et je pense que personne ici ne le sait », a laissé tomber Steven Guiton, insistant sur le fait que l'heure de cette discussion précise n'avait pas encore sonné.

Mais chose certaine, il est essentiel pour le système canadien de radiodiffusion de pouvoir compter sur un financement afin d'assurer sa pérennité, faute de quoi, la qualité de la programmation continuera à décliner, a prévenu Hubert Lacroix à l'issue de l'audience.

« Ça va être la suite de ce à quoi nous assistons en ce moment, c›est-à-dire une érosion de la qualité, du contenu, de la programmation canadienne, et pas seulement pour nous », a-t-il expliqué.

Pendant l'audience, le président du CRTC, Jean-Pierre Blais, a suggéré que le principal problème de la société d'État n'était possiblement pas le cadre réglementaire auquel il doit se soumettre, mais bien son modèle de financement.

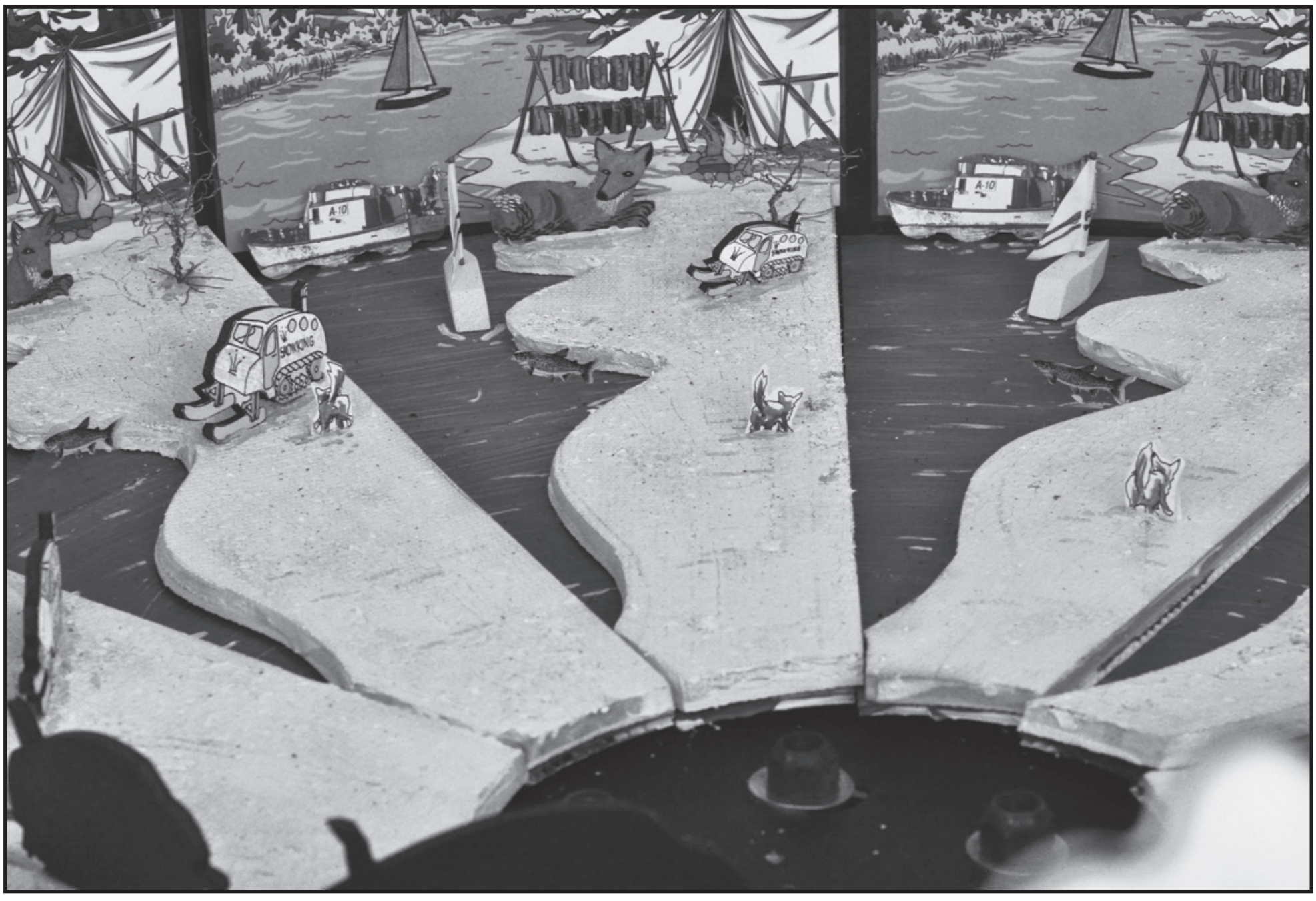
CBC/Radio-Canada a dû procéder à d'importantes compressions budgétaires au cours des dernières années. Les dernières en lice atteignent 130 millions $ et mèneront, au terme de l'exercice, à la suppression de l'équivalent de 657 postes à temps plein.

Hubert Lacroix a préféré esquiver la question, faisant valoir que la discussion lancée par le CRTC portait sur l'environnement dans lequel évoluaient les entreprises de radiodiffusion et de télécommunication au Canada.

« Les allocations budgétaires du gouvernement n'ont rien à voir avec la conversation que nous avons aujourd'hui et les suggestions que nous mettons de l'avant. On parle du système », a répliqué le PDG.

Les audiences du CRTC, appelées « Parlons télé », se poursuivent jusqu'au 19 septembre à Gatineau.

Elles visent à développer de nouvelles règles pour encadrer les changements dans l'industrie de la télévision amenés par les services technologiques.



Depuis cet été, le Parc Somba K'e de Yellowknife s'est enrichi de ce zootrope, une sculpture cinétique réalisée par l'artiste de Whitehorse Philippe LeBLond et un collectif d'artistes de Yellowknife réuni par le Yellowknife Art run community Centre (ARCC). (Denis Lord)

Immigration francophone avantagée

Réactions pan-canadiennes

Déception, frustration, incompréhension, trahison, voilà autant de mots utilisés par les francophones pour manifester leur mécontentement après l'annonce, le 12 septembre, de l'abolition du programme *Avantage significatif francophone.*

Wilgis AGOSSA (*La Liberté****)***

Dès ce 30 septembre, les employeurs des communautés en milieu minoritaire ne pourront plus utiliser ce programme de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) pour obtenir des travailleurs qualifiés.

« Je suis stupéfait et complètement découragé », lance un apiculteur de Notre-Dame-de-Lourdes (MB), Pierre Faure. Toute aussi abattue, la copropriétaire de boulangerie *À l'Épi de blé*, Nathalie Gautier, montre sa colère. « C'est une injustice. Je ne peux pas comprendre pourquoi ils ont pris cette décision. »

Les employeurs ne sont pas les seuls désemparés. Les défenseurs des droits francophones le sont aussi. La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) parle d'ailleurs d'un « recul majeur pour l'immigration francophone » et déposera une plainte auprès du Commissariat aux langues officielles.

« Encore une fois, on retire à nos communautés le seul outil dont elles disposent pour aller chercher des résultats tangibles, dénonce la présidente Marie-France Kenny. Il nous semble que le ministère a une obligation, en vertu de la *Loi sur les langues officielles* et de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, de favoriser le développement de nos communautés. La décision va à l'encontre de cette obligation. »

« On ne peut pas juste nous enlever de même le seul outil que nous avons de plus que les autres pour accueillir des francophones, ajoute la coordonnatrice au programme d'immigration à l'Agence bilingue d'échanges commerciaux du Manitoba, Brigitte Léger. C'est injuste. »

Une semaine plus tôt, le ministre de CIC, Chris Alexander, avait annoncé son désir d'aider les communautés francophones à atteindre leurs objectifs en immigration. Sa rencontre à Winnipeg avec les membres du Réseau en immigration francophone avait donné des signes d'espoir à Brigitte Léger.

Aujourd'hui, elle se sent trahie. « Tout le monde était très content de cette rencontre, rappelle-t-elle. Et puis quelques jours plus tard, il y a cette annonce. »

Le ministre se défend. « Notre gouvernement a fait des changements importants au *Programme des travailleurs étrangers temporaires* afin de s'assurer que les Canadiens sont les premiers considérés pour les emplois disponibles », a souligné Chris Alexander. Des propos qui ne calment pas les esprits.

« Je gère mille ruches, informe Pierre Faure. Il faut du personnel qualifié pour faire ce travail. Je ne peux pas en trouver au Canada. Je ne peux pas demander à mon voisin de venir travailler avec moi.

« Depuis qu'il y avait ce programme, explique-t-il, c'était formidable. Ça va vite. Je recrute deux personnes chaque année pour six mois. Si je ne peux pas avoir de personnel qualifié en pleine période de recrutement, je mets la clef sous la porte. »

La décision du ministère aura un impact économique négatif, pense Nathalie Gautier, qui espère recruter un pâtissier avant le 30 septembre.

« Ma boutique, c'est un savoir-faire français. Ce sont des choses qu'on ne sait pas faire ici. Si jamais je n'ai pas du personnel qualifié, c'est sûr qu'il y aura moins d'argent dans ma caisse et de taxes (pour le gouvernement). On a l'impression d'être dans les mains de dictateurs qui ne s'intéressent même pas à ce qui se passe et prennent des décisions sans nous consulter. »

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Pour obtenir une copie de la description de poste, consultez le travaillezauGTNO.ca

Directeur général et registraire

Ministère des Finances — **Hay River, TNO**
Commission des licences d'alcool

Poste permanent

Le traitement initial est de 49,66 $ l'heure (soit environ 96 837 $ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 5 764 $.

Nº du concours : 12053 **Date limite :** 3 octobre 2014

Cuisinier de relève

Ministère de la Justice — **Hay River, TNO**
Centre correctionnel de Mackenzie Sud

Poste de relève permanent

Le concours est réservé aux candidats qui résident à Hay River, dans la réserve de Hay River ou à Enterprise.

Le traitement initial est de 33,55 $ l'heure, auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 2,77 $ l'heure.

Nº du concours : 12045 **Date limite :** 3 octobre 2014

Posez votre candidature en ligne à travaillezauGTNO.ca
Utilisez les coordonnées suivantes uniquement pour nous faire parvenir vos questions :
Centre des services des ressources humaines de Hay River,
62, rue Woodland, bureau 209, Hay River NT X0E 1G1.
Téléc. : 867-874-5095; courriel : jobshayriver@gov.nt.ca

Commis principal aux finances

Ministère des Finances — **Yellowknife, TNO**
Services financiers régionaux

Poste permanent

Le traitement initial est de 33,55 $ l'heure (soit environ 65 422 $ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 13 756 $.

Nº du concours : 12061 **Date limite :** 3 octobre 2014

Opérateur d'installation de traitement de l'eau et d'utilidor

Ministère des Travaux publics et des Services — **Yellowknife, TNO**
Région d'Inuvik

Poste permanent

Le traitement initial est de 30,17 $ l'heure (soit environ 62 753 $ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 18 989 $.

Nº du concours : 12046 **Date limite :** 1er octobre 2014

Posez votre candidature en ligne à travaillezauGTNO.ca
Utilisez les coordonnées suivantes uniquement pour nous faire parvenir vos questions :
Centre des services des ressources humaines d'Inuvik,
66, Franklin Manor, C. P. 1869, Inuvik NT X0E 0T0.
Téléc. : 867-678-6620; courriel : jobsinuvik@gov.nt.ca

Chef de la gestion des approvisionnements

Administration de santé territoriale Stanton — **Yellowknife, TNO**

Poste permanent

Le traitement varie entre 47,45 $ et 56,66 $ l'heure (soit environ entre 92 528 $ et 110 487 $ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 $.

Nº du concours : 12057 **Date limite :** 3 octobre 2014

Agent du matériel

Administration de santé territoriale Stanton — **Yellowknife, TNO**
Opérations

Poste permanent

Le concours est réservé aux candidats qui résident dans un rayon de 25 km de Yellowknife.

Le traitement initial est de 29,07 $ l'heure (soit environ 56 687 $ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 $.

Nº du concours : 11777 **Date limite :** 26 septembre 2014

Posez votre candidature en ligne à travaillezauGTNO.ca
Utilisez les coordonnées suivantes uniquement pour nous faire parvenir vos questions :
Ministère des Ressources humaines,
Services de gestion et de recrutement, Édifice Laing,
3e étage, C. P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9.
Téléc. : 867-873-0445; courriel : jobsyk@gov.nt.ca

• Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du programme de promotion sociale du gouvernement, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité. • Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est un milieu de travail ouvert à tous. Nous encourageons les personnes handicapées qui nécessitent des mesures d'adaptation à nous faire part de leurs besoins, si elles sont retenues pour une entrevue ou une évaluation, afin que l'on puisse prendre de telles mesures dans le cadre de la procédure d'embauche. • Nous prendrons en considération les expériences équivalentes. • Nous établirons une liste de candidats admissibles à partir de ces concours afin de pourvoir des postes permanents ou temporaires semblables. • Un certificat de santé et la vérification du casier judiciaire sont des conditions préalables pour certains postes.

Territoires du Nord-Ouest Travaux publics et Services

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Démolition des bâtiments excédentaires du MTPS
CT101491
- Inuvik, TNO -

Le travail consiste à démolir les bâtiments excédentaires du ministère des Travaux publics et des Services (MTPS) à Inuvik, notamment à enlever et à éliminer les matières dangereuses.

Les propositions cachetées doivent parvenir à l'Administratrice des contrats, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 1, Inuvik NT X0E 0T0 (ou être livrées au troisième étage de l'édifice du GTNO, 106, chemin Veterans), au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 6 OCTOBRE 2014.

Les parties intéressées peuvent se procurer les documents de la demande de propositions en envoyant un courriel à la personne ci-dessous à compter du 15 septembre 2014.

Renseignements généraux :
Ann Lindsay
Administratrice des contrats
Services partagés de l'approvisionnement
Gouvernement des TNO
Tél. : 867-777-7146
Téléc. : 867-777-7109
Courriel : psstendersinuvik@gov.nt.ca

La politique d'encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l'Accord sur le commerce intérieur s'appliquent à cette demande de propositions.

Pour obtenir des renseignements sur les possibilités de contrats, consultez le www.contractregistry.nt.ca

La CNPF au pied du mur

Réanimation ou extrême-onction?

Un bureau national à Ottawa sans employé permanent sur place. Une deuxième année sans financement de projets. Un site Web abandonné. La Commission nationale des parents francophones (CNPF) est en état critique. Doit-on parler réanimation ou extrême-onction?

Lucien Chaput (*Francopresse)*

« On est en mode survie, concède Ghislaine Pilon, directrice générale par intérim à demi temps. Nous avons eu le renouvellement des fonds de programmation de Patrimoine de 212 000 $ pour 2014-2015. Mais aucun projet n'est envisagé malgré que nous soyons toujours à la recherche de financement pour un scan environnemental menant aux demandes de l'année prochaine. »

Ghislaine Pilon, directrice générale par intérim de la CNPF. (Photo : Archives Francopresse)

Un autre projet sans financement est la recherche intitulée *Là où le nombre le justifie*. À chaque recensement depuis 1986, la CNPF effectue des analyses pour estimer le nombre d'enfants d'ayants droit, leur langue d'usage et leur connaissance du français.

« Nous sommes rendus à notre sixième étude, souligne celle qui a présidé l'organisme de 2002 à 2012. C'est Patrimoine qui finançait. Mais il ne semble pas y avoir de sous pour cette recherche. »

Directeur général de l'Association des parents fransaskois pendant 19 ans et employé de la CNPF pendant deux ans avant de devenir directeur du Réseau Santé en français de la Saskatchewan, Roger Gauthier se dit inquiet de la situation.

« La CNPF a joué pendant 25 ans un rôle important pour la défense des droits des francophones en matière d'éducation, de développement des services à la petite enfance et, plus récemment, dans la question de l'accueil et l'accompagnement des parents.

« Ce rôle-là qui revient aux parents en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* est toujours aussi pertinent. La Saskatchewan vient de passer à travers une énorme crise scolaire. C'est l'engagement des parents qui a mené à sa résolution et à des discussions entre le ministère et le conseil scolaire. »

Son de cloche semblable au Nouveau-Brunswick. Gilles Vienneau est directeur général de la Société Santé et Mieux-être en français du Nouveau-Brunswick. De 1992 à 1994, il a œuvré comme directeur de recherche et de formation à la CNPF.

« Ici au Nouveau-Brunswick, on a une loi sur l'éducation qui ne respecte pas l'article 23 de la *Charte*. À qui revient la responsabilité de dire qu'on a un problème de gouvernance par rapport à l'article 23? Certainement pas au ministère de l'Éducation, parce que c'est lui qui a créé le problème. Et il n'y a pas d'autre groupe présentement qui a ce mandat. Il n'y a plus de chien de garde. »

L'AGA de la CNPF aura lieu à Toronto du 7 au 9 novembre, en « classe économie ». Explication de Ghislaine Pilon : « Avec les billets d'avion, les chambres d'hôtel, les repas, ça nous prendrait de 30 000 $ à 40 000 $ pour faire venir tout le monde. Les membres du CA seront là parce qu'ils reçoivent une formation. Il n'y aura pas de directions générales. »

Le thème de l'AGA est *Avant tout... PARENT après tout!* « On se fait dire que, maintenant qu'on a des conseils scolaires, ils vont s'en occuper des besoins des parents, rapporte la résidente de Mississauga (ON). Je ne suis pas tout à fait d'accord. Après tout, c'est encore le parent le premier responsable, le premier éducateur, le premier soignant et gardien.

« En matière de service de garde, c'est encore le parent qui va décider de la langue, le français ou l'anglais. S'il n'est pas bien outillé, il risque de ne pas faire le bon choix. S'il ne sait même pas qu'il a des choix, on fait de nos enfants des anglophones. »

Il est temps que la CNPF revoit son mandat, évalue Roger Gauthier. « Il y a une réflexion importante à faire sur l'ensemble du mouvement au pays. Si le mouvement qui vient de la base se dissout, il n'y a plus de raison d'être.

« Même au niveau de la gestion, les parents ont un mot à dire sur la direction que doivent prendre les conseils scolaires en matière des services éducatifs et sur la question du développement identitaire. Il n'y a pas d'autre regroupement qui soit en mesure de se substituer à cette énorme responsabilité qui appartient aux parents. »

Aidez-nous à faire face à l'augmentation de Poste Canada

Demandez la version PDF

L'aquilon
Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest
Dans nos pages cette semaine
Francophonie
Vers un plan de communication

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Public Works and Government Services Canada

APPEL DE DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT CONCERNANT LA FOURNITURE DE LOGEMENTS À LOUER À CAMBRIDGE BAY (NUNAVUT)
NUMÉRO DE DOSSIER : 525443

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 22 octobre 2014, concernant la construction et la location de six (6) nouveaux logements à Cambridge Bay pour un bail de 25 ans commençant le ou vers le 1er décembre 2015, avec possibilité de résiliation anticipée du bail de chacun des logements après 10, 15 et 20 ans. Les parties intéressées peuvent exprimer leur intérêt à construire et à louer l'ensemble de ces logements ou un certain nombre d'entre eux.

Pour répondre à cet appel et en voir la version intégrale, veuillez consulter le www.achatsetventes.gc.ca/biens-et-services/location-de-biens-immobiliers, ou communiquer avec Graham Gibbons, au 780-497-3845, ou Colleen Hauber, au 780-497-3883.

Canada

Cinéma

Dans les camps avec France Benoit

Le sort des Nippo-Canadiens internés durant la Seconde Guerre mondiale

Denis Lord

C'est le 1er octobre à 18 h que sera présenté en première *Kiri's Piano*, le nouveau film de France Benoit, dans le cadre du Yellowknife International Film Festival (YIFF).

Avec pour trame narrative la chanson éponyme de James Keelaghan, *Kiri's Piano* relate l'internement dans des camps au Canada, durant la Seconde Guerre, d'une famille de pêcheurs nippo-canadiens de la Colombie-Britannique. Kiri, une pianiste, tente de conserver sa dignité dans ces circonstances empreintes d'une profonde injustice. Le film a été tourné à Yellowknife en août 2013 avec une majorité de comédiens ténois. Le rôle principal est interprété par la pianiste Lisa Tahora. Ben Nind narre le récit, épousant le point de vue d'un voisin de la famille de Kiri, qui, comme bien des Canadiens à l'époque, est resté passif devant les actions du gouvernement canadien. *Kiri's Piano* sera présenté en anglais et devrait ensuite emprunter le circuit des festivals de films et, éventuellement, être diffusé à la télé.

Kiri's piano, de France Benoit. De gauche à droite : Ronnie White, Lissa Shimada, Lisa Tahara et Kai Shimada. (Photo de Kirsten Murphy)

De Cannes à Yellowknife

L'Association franco-culturelle de Yellowknife s'est associée au YIFF pour présenter deux films en français. Le documentaire *Québékoisie*, de Mélanie Carrier et Olivier Higgins (le 3 octobre à 18 h) ausculte les liens identitaires entre francophones et Amérindiens, en focalisant sur la Côte-Nord québécoise. Les réalisateurs, qui ont passé plusieurs semaines chez les Innus, seront sur place pour la présentation de *Québékoisie*.

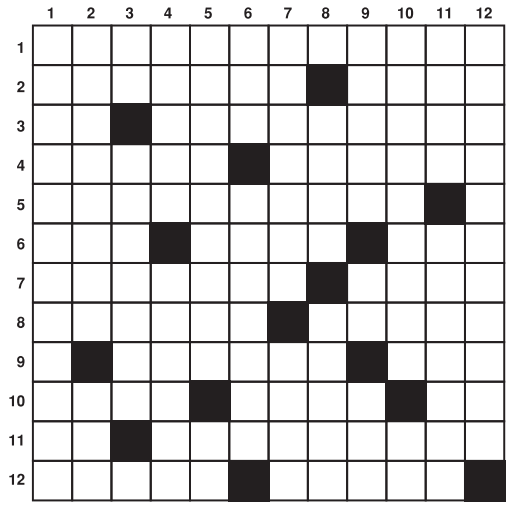
Mommy (le 4 octobre à 18 h 30), de Xavier Dolan, interprété par Anne Dorval et Antoire-Olivier Pilon, a remporté cette année le Prix du jury à Cannes. Le film de 139 minutes creuse la relation entre un adolescent souffrant de déficit d'attention et sa mère.

Plusieurs œuvres de réalisateurs québécois seront également présentées au YIFF (du 27 septembre au 5 octobre). Michel Poulette et Lucy Tulugarjuk seront à Yellowknife (le 1er octobre à 20 h 30) pour présenter leur adaptation du roman *Maïna* de Dominique Demers. Le documentaire *The wings of Johnny May* (le 2 octobre à 16 h) s'appuie sur la vie du premier légendaire pilote de brousse Inuit du Nunavik, le légendaire Johnny May, pour traiter de la sédentarisation des Inuits et du changement climatique. Il a été réalisé pour la 3D par Marc Fafard (*Dragons*). Autre documentaire, de Steve Patry celui-là, *De prison en prison* (le 3 octobre à 16 h) s'attarde sur le sort des ex-détenus qui tentent de réintégrer la société.

Enfin, le dimanche 5 octobre à 14 h, Laurence Desrosiers-Guitté et Jessie Currell de l'ONF donnent un atelier bilingue sur le cinéma d'animation à l'aide du logiciel pour IPAD NFB StopMo Studio.

MOTS CROISÉS

Nº 343



HORIZONTALEMENT

1. Instrument rechargeable employé pour projeter un parfum.
2. Propre aux animaux. — Dieu du feu.
3. Personnel. — Appuierais.
4. Figure, métaphore. — Tour complet d'une hélice (pl.).
5. Composé chimique dont dérive la vitamine B12.
6. Épouse d'Athamas. — Indéfini. — Peine, travail.
7. Qui sont impartiaux. — Idéal.
8. Corps célestes. — Rendre plus attrayant.
9. Du verbe «avoir». — Détruisit.
10. Dupées. — Observe, surveille. — Mesure itinéraire chinoise.
11. Indéfini. — Ferait son testament.
12. Attacher étroitement quelqu'un à. — Anneaux de cordage.

VERTICALEMENT

1. Personne qui prétend prédire l'avenir sous l'effet d'une inspiration surnaturelle.
2. Plante cultivée pour ses fleurs décoratives. — D'une seule couleur.
3. Lettre de l'alphabet grec. — Jointe par les bouts.
4. Dernière lettre de l'alphabet grec. — Accapare, monopolise.
5. Fragments de foin qu'on ramasse avec un râteau. — Infinitif.
6. Ville du Nigeria. — Font partie du gros bétail.
7. Bouleversements. — Affluent de la Seine.
8. Inflorescences. — Saule à rameaux jaunes.
9. Nez. — Doublée. — Légumineuses.
10. Folie passagère. — Adèle Éthier.
11. Sans aspérités. — Rendus sans volonté.
12. Rôtirait de manière à faire prendre une couleur dorée.

RÉPONSE DU Nº 343

Horoscope

Signes chanceux de la semaine : Bélier, Taureau et Gémeaux

SEMAINE DU 28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 2014

BÉLIER (21 mars - 20 avril)
Il y aura sûrement un projet de vacances qui se dessinera à l'horizon. Même si ce n'est que dans quelques mois, il faudra déjà commencer certains préparatifs, ne serait-ce que le passeport.

TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Vous pourriez être témoin d'une forme d'injustice qui en fera réagir plus d'un autour de vous. Vous aurez probablement un rôle assez important à jouer dans cette histoire pour rétablir l'harmonie.

GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Vous tolérez plutôt mal l'injustice et vous pourriez avoir tendance à régler la situation par vous-même. Vous agirez à titre de policier et de juge. Un peu de délicatesse sera utile pour mieux gérer cette histoire.

CANCER (22 juin - 23 juillet)
Vous travaillerez avec beaucoup de vigueur et de rigueur dans le but d'établir une entente ou de signer un contrat. Angoisse et insomnie seront au rendez-vous et aussi un grand succès.

LION (24 juillet - 23 août)
Au travail, on vous confiera une position de pouvoir. Avant que votre santé ne vous joue des tours, il serait important d'apprendre à bien gérer vos émotions et à les exprimer au fur et à mesure.

VIERGE (24 AOÛT - 23 SEPTEMBRE)
Un nouveau régime alimentaire combiné à de l'exercice vous permettra d'obtenir des résultats instantanés. Vous connaîtrez une grande satisfaction et vous serez très fier de vous-même.

BALANCE (24 septEMBRE - 23 octOBRE)
Vous aurez la parole facile et vous parviendrez à exprimer tout ce que vous avez sur le cœur. Il est possible que vous ayez la critique facile, attention de ne pas faire trop de commentaires déplacés.

SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Si vous connaissez une situation financière plus difficile actuellement, il est important de vérifier attentivement toutes vos factures. Il est possible d'y trouver une erreur et de faire de grosses économies.

SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Vous participez à une activité personnelle ou professionnelle qui fera appel à votre esprit compétitif. Vous n'aurez pas l'intention d'arriver deuxième et vous récolterez tous les honneurs.

CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Si la fatigue a tendance à vous envahir, vous avez peut-être besoin d'un peu plus d'exercice. Un nouveau régime de vie vous apportera davantage d'énergie ainsi qu'une vie sociale plus active.

VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Le stress ne sera pas quelque chose de négatif. Il vous procurera la motivation nécessaire pour accomplir de brillants exploits. Prenez le temps d'équilibrer les différentes sphères de votre vie.

POISSONS (19 février - 20 mars)
Les éléments se mettront en place pour vous permettre de démarrer votre propre petite entreprise ou pour accéder à une position de pouvoir. Vous vous découvrirez des talents de leader.